Raad voor Vreemdelingenbetwistingen

Arrest

nr. 352 707 van 8 september 2026
in de zaak RvV X II

In zake: **X**

Gekozen woonplaats: **ten kantore van advocaat M. KIENDREBEOGO**
Kunstlaan 50/19
1000 BRUSSEL

tegen:

de Belgische staat, vertegenwoordigd door de staatssecretaris voor Asiel en Migratie, thans de minister van Asiel en Migratie.

DE VOORZITTER VAN DE IIde KAMER,

Gezien het verzoekschrift dat X, die verklaart van Togolese nationaliteit te zijn, op 3 februari 2025 heeft ingediend om de nietigverklaring te vorderen van de beslissing van de gemachtigde van de staatssecretaris voor Asiel en Migratie van 19 januari 2025 tot terugdrijving (bijlage 11).

Er is toepassing gemaakt van de bepalingen over het taalgebruik, vervat in boek 3 van de wet betreffende de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen (hierna: 'RvV-wet').

Gezien de nota met opmerkingen en het administratief dossier.

Gezien het arrest nr. 320 857 van de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen waarbij de vordering tot schorsing bij uiterst dringende noodzakelijkheid wordt verworpen.

Gezien het verzoek en de instemming om gebruik te maken van de louter schriftelijke procedure met toepassing van artikel 2.44 van de RvV-wet.

Gelet op de beschikking van 6 augustus 2026 waarbij het sluiten van de debatten wordt bepaald op 14 augustus 2026.

WIJST NA BERAAD HET VOLGENDE ARREST:

1. Nuttige feiten ter beoordeling van de zaak

Verzoeker komt op 19 januari 2025 met vlucht SN(…) op de luchthaven van Brussels Airport aan, vanuit Togo.

De gemachtigde van de staatssecretaris voor Asiel en Migratie neemt op 19 januari 2025 de beslissing tot terugdrijving. Deze beslissing, die verzoeker op dezelfde dag ter kennis werd gebracht, is gemotiveerd als volgt:

"Op 19 januari 2025 om 08.50 uur, aan de grensdoorlaatpost Brunat,
Werd door ondergetekende, (…)
de heer / mevrouw :

naam A. voornaam M.

geboren op (…)1973 te BAGUIDA geslacht (m/v) Mannelijk

die de volgende nationaliteit heeft Togo wonende te /

houder van het document PP nummer (…)
afgegeven te Togo op : 04.10.2024

houder van een Aufenthaltstitel afgegeven door Duitsland
geldig van 01.12.2022 tot 28.10.2024

afkomstig uit Lome met vlucht SN(…), op de hoogte gebracht van het feit dat de toegang tot het grondgebied aan hem (haar) wordt geweigerd, krachtens artikel 3, eerste lid van de wet van 15.12.1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, om de volgende reden(en) :

[X] (C) Is niet in het bezit van een geldig visum of een geldige machtiging tot verblijf (art. 3, eerste lid, 1°/2°)
Reden van de beslissing: Betrokkene reist met een vervallen verblijfsdocument van Duitsland, geldig tot 28.10.2024. Betrokkene is niet in het bezit van een geldige machtiging tot verblijf".

2. Onderzoek van het beroep

2.1. Verzoeker voert in een enig middel machtsmisbruik aan en de schending van het zorgvuldigheids- en proportionaliteitsbeginsel, alsook van artikel 74/13 van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen (hierna: de Vreemdelingenwet).

In zijn verzoekschrift zet hij het volgende uiteen:

"2. EXPOSE DES MOYENS INVOQUES CONTRE LA DECISION

Sous toutes réserves généralement quelconques, sous réserve d'explications complémentaires en tous mémoires ultérieurs et sous réserve de la production du dossier administratif complet, le recours en extrême urgence initié par le requérant tient des moyens suivants :

- *Abus de pouvoir*
- *Violation du principe de soin et de minutie*
- *Violation du principe de proportionnalité*

3.1. L'acte attaqué est motivé comme suit :

« …(C) n'est pas en possession d'un visa ou d'une autorisation de séjour en cours de validité (art. 3, premier alinéa 1°/2°) ;

Motifs de la décision : l'intéressé voyage avec un document de séjour allemand expiré, valable jusqu'au 28.10.2024. L'intéressé n'est pas en possession d'une autorisation de séjour valable ;

Le requérant souhaite faire au Conseil les observations suivante :

3.2.Violation du principe du principe général de soin et de minutie et de l'article 74/13 de la loi du 15 décembre 1980.

Attendu qu'en l'espèce, il n'apparait nulle part, dans l'acte attaqué, que la partie adverse, ait exposé comment elle a respecté les exigences de l'article 74/13 de la loi du 15 décembre 1980 ainsi que du principe de soin et de minutie.

Qu'en effet, elle n'a nullement relevé dans sa décision les informations fournies par la requérant lors de son audition à savoir qu'il réside depuis plus de 15 ans légalement, et à ce jour, en Allemagne, qu'il dispose d'un titre de séjour ; qu'il a, au mois d'octobre 2024 demander le renouvellement de son titre de séjour et a reçu un rendez-vous le 07.02.2025 afin de fournir certains documents en vue de la délivrance de son titre de séjour ; qu'il ne s'agit pas d'une nouvelle et première demande de séjour mais bien d'un renouvellement de son titre de séjour, qu'en raison de son départ urgent au Togo pour raison familiale, il avait reçu des assurances de sa Commune de résidence sur la possibilité pour lui d'effectuer ce voyage dans la mesure où

il avait obtenu un rendez-vous pour la délivrance de son titre de séjour et qu'il n'y avait aucun motif d'empêchement pour le renouvellement de son séjour ;

Qu'en outre, la partie adverse n'a pas également relevé que le requérant a indiqué, lors de son audition, qu'il a une vie familiale en Allemagne puisqu'il y réside avec ses enfants ;

Qu'enfin, il n'est nullement mentionné dans la décision de la partie adverse, que le requérant était en congé au Togo, qu'il est lié par un contrat de travail en Allemagne et qu'il doit impérativement retourner, sans délai, dans son pays d'accueil afin de reprendre son travail ;

Qu'à cet effet, le Directeur général de sa société lui a adressé un courrier le 24.01.2025 corroborant ce qui précède. Il a écrit ceci :

« Objet : Rappel écrit

Vous ne nous avez pas contacté après vos vacances. Si vous ne venez pas travailler avant le 31 janvier 2025, nous mettrons fin à votre contrat de travail sans préavis.

Directeur général »

Qu'il ressort de ce qui précède que la partie adverse, en décidant de renvoyer le requérant au Togo, n'a pas tenu compte des informations qu'il a fournies et a, ainsi, totalement ignoré son devoir de prudence et de minutie ;

A titre de rappel, « … Le Conseil observe qu'il découle du principe général de soin et de minutie qu'« Aucune décision administrative ne peut être régulièrement prise sans que son auteur ait, au préalable, procédé à un examen complet et détaillé des circonstances de l'affaire sur laquelle il entend se prononcer. Ce principe, qui correspond à un devoir de prudence et de minutie, oblige dès lors l'autorité à effectuer une recherche minutieuse des faits, à récolter tous les renseignements nécessaires à la prise de décision et à prendre en considération tous les éléments du dossier, afin de pouvoir prendre la décision en pleine connaissance de cause, après avoir raisonnablement apprécié tous les éléments utiles à la résolution du cas d'espèce… » (Arrêt CE n° 221.713 du 12 décembre 2012) ;

En procédant de la sorte, la partie défenderesse ne permet pas au Conseil de vérifier que la première décision attaquée a été précédée d'un examen des circonstances de la cause, ainsi que l'impose tant le devoir de minutie que l'article 42quater de la loi du 15 décembre 1980. Il s'ensuit qu'en n'investiguant pas sur ces éléments, … la partie défenderesse a méconnu … le devoir de minutie, … mais également l'article 42quater de la loi précitée, dont la violation est également invoquée en termes de requête. (Arrêt C.E. n°230.257 du 19 février 2015) ;

Qu'en l'espèce, la situation privée du requérant n'a aucunement été pris en compte ;

Que la partie adverse n'a procédé à aucune investigation ;

Qu'elle aurait pu tout simplement contacter les autorités allemandes afin d'avoir la confirmation des allégations soutenues par le requérant et lui permettre ainsi de continuer son voyage ;

Que, cette attitude dans le chef de la partie adverse est constitutive de violation du principe de soin et de minutie ;

Il résulte en que le moyen est fondé ;

3.3.Violation du principe de proportionnalité.

Attendu que, l'analyse de la proportionnalité vise, à contrôler, à l'appui de la décision attaquée, « si l'autorité administrative a pondéré les intérêts de la partie requérante et les intérêts de l'Etat belge ou s'il existe un équilibre en eux » (C.C.E., n°70.160, 18 novembre 2011) ;

Que, la justification d'une mesure disproportionnée ou non impose que le raisonnement et la motivation de la mesure fasse apparaître, pour le cas d'espèce, de part et d'autre les intérêts en jeu, et sur pied d'un étalon de mesure déterminé, l'intérêt privilégié ou considéré comme norme supérieure. (C.C.E., n° 98 175 du 28 février 2013) ;

Attendu qu'à titre de rappel, « … une règle d'administration prudente exige que les autorités apprécient la proportionnalité entre, d'une part, le but et les effets de la démarche administrative, et d'autre part, sa praticabilité plus ou moins aisée dans le cas d'espèce et les inconvénients inhérents à son accomplissement… » (cfr. C.E., 1er avril 1996, n°58.969, inédit) ;

Qu'il y avait donc lieu de tenir compte du principe de proportionnalité qui est pour sa part une application du principe du raisonnable, et qui requiert qu'il existe un rapport raisonnable de proportionnalité entre les motifs de fait fondant un acte administratif et son objet. Que ce principe du raisonnable interdit donc à l'autorité d'agir contrairement à toute raison. (CE, 27 septembre 1988, n°30.876) ;

Que, « …le contrôle de proportionnalité d'une décision administrative est une question d'espèce. La proportionnalité s'apprécie selon les circonstances qui ont présidé à l'adoption de l'acte. Entrent donc en considération dans ce type de contrôle le contexte décisionnel, le type d'acte administratif, le comportement du requérant et celui de l'autorité administrative ;

5. Le principe de proportionnalité, comme c'est d'ailleurs le cas de la notion d'erreur manifeste d'appréciation dont il est une variante, permet notamment au juge administratif de sanctionner l'administration qui utilise son pouvoir d'appréciation de manière arbitraire… ». http://www.justiceen-ligne.be/article699.html

En effet, le principe de proportionnalité requiert une relation d'adéquation, c'est-à-dire une relation raisonnable entre la décision et les faits qui la justifient, compte tenu de l'objectif d'intérêt général que l'autorité administrative doit servir ;

Qu'en l'espèce, le requérant a un contrat de travail en Allemagne. En outre, il réside légalement en Allemagne et dispose, à cet effet, d'un titre de séjour en cours de renouvellement sans motif d'empêchement pour ce renouvellement ;

Qu'il a d'ailleurs un rendez-vous le 07.02.2025 afin de se voir délivrer son titre de séjour renouvelé ; Qu'il n'est donc pas en situation irrégulière en Allemagne ;

Ce qui précède aurait dû pousser la partie adverse à user de plus de proportionnalité dans le cas d'espèce. Quod non ;

Il apparait donc qu'il n'était ni nécessaire, ni vital à l'intérêt général qu'il soit maintenu en centre fermé en vue d'un renvoi ;

Par ailleurs, la règle de proportionnalité suppose que, « … parmi plusieurs mesures qui peuvent s'offrir à elle, l'autorité doit opter pour la mesure la moins restrictive… » (VELU J. et ERGEC R., la Convention européenne des droits de l'homme, Bruylant, Bruxelles, 1990, n° 194; M.-A. SWARTENBROECKS, 'Les arrêtés royaux interdisant à des étrangers non C.E.E., de résider dans certaines communes sont-ils compatibles avec les engagements non internationaux de la Belgique?», R.D.E., 1994, n° 78, p. 301) ;

Qu'en l'espèce, la mesure la moins restrictive, n'est nullement la décision de maintien en vue de renvoi lui notifiée, en ce qu'il risque à tout moment d'être renvoyé au Togo, alors qu'il devrait déjà être sur son lieu de travail en Allemagne ;

Qu'il résulte de ce qui précède une violation du principe de proportionnalité dans le chef de la partie adverse ;

Qu'il appert également un abus de pouvoir dans le chef de la partie adverse ;

Il en résulte que le moyen est fondé ;"

2.2. Het zorgvuldigheidsbeginsel houdt in dat het bestuur zijn beslissing op zorgvuldige wijze moet voorbereiden. Dit impliceert dat de beslissing dient te steunen op werkelijk bestaande en concrete feiten die met de vereiste zorgvuldigheid werden vastgesteld. De zorgvuldigheidsplicht legt de overheid onder meer op om zorgvuldig te werk te gaan bij de voorbereiding van de beslissing en ervoor te zorgen dat de feitelijke en juridische aspecten van het dossier deugdelijk onderzocht worden, zodat zij met kennis van zaken kan beslissen (RvS 22 november 2012, nr. 221 475).

Bij het beoordelen van de zorgvuldigheidsplicht, treedt de Raad niet op als rechter in hoger beroep die de ware toedracht van de feiten gaat vaststellen. Hij onderzoekt enkel of de overheid in redelijkheid is kunnen komen tot de door haar gedane feitenvaststelling en of er in het dossier geen gegevens voorhanden zijn die met die vaststelling onverenigbaar zijn. Verder toetst de Raad in het kader van zijn wettigheidstoezicht of het

bestuur is uitgegaan van de juiste feitelijke gegevens, of het de feitelijke vaststellingen correct heeft beoordeeld en of het op grond daarvan niet onredelijk tot zijn besluit is gekomen (cf. RvS 7 december 2001, nr. 101.624).

Het redelijkheidsbeginsel staat de Raad niet toe het oordeel van het bestuur over te doen, maar enkel dat oordeel onwettig te bevinden wanneer het tegen alle redelijkheid ingaat doordat de door het bestuur geponeerde verhouding tussen de motieven en het dispositief volkomen ontbreekt (RvS 20 september 1999, nr. 82.301).

De Raad merkt op dat het evenredigheidsbeginsel als concrete toepassing van het redelijkheidsbeginsel de Raad niet toelaat het oordeel van het bestuur over te doen, maar enkel om het onwettig te bevinden indien het tegen alle redelijkheid ingaat (RvS 17 december 2003, nr. 126 520). De keuze die een bestuur in de uitoefening van een discretionaire bevoegdheid maakt, schendt immers slechts het evenredigheidsbeginsel wanneer men op zicht van de opgegeven motieven zich tevergeefs afvraagt hoe het bestuur tot het maken van die keuze is kunnen komen.

In casu kan er geen sprake zijn van machtsmisbruik nu de verwerende partij niets anders gedaan heeft dan datgene waartoe de wet haar machtigt, met name het beoordelen van de binnenkomstvoorwaarden aan de grens. Verzoeker maakt het tegendeel niet aannemelijk.

Artikel 74/13 van de Vreemdelingenwet, dat verzoeker ook geschonden acht, bepaalt:

“Bij het nemen van een beslissing tot verwijdering houdt de minister of zijn gemachtigde rekening met het hoger belang van het kind, het gezins- en familieleven en de gezondheidstoestand van de betrokken onderdaan van een derde land.”

Allereerst dient te worden gesteld dat artikel 3, eerste lid, 2° van de Vreemdelingenwet uitdrukkelijk voorziet dat, behoudens de in een internationaal verdrag of in de wet bepaalde afwijkingen, de toegang kan worden geweigerd aan de vreemdeling die het Rijk poogt binnen te komen zonder in het bezit te zijn van de bij artikel 2 vereiste documenten.

In casu staat het vast dat verzoeker, op het ogenblik dat hij het Rijk wou binnenkomen, niet beschikte over de in artikel 2 van de Vreemdelingenwet bepaalde binnenkomstdocumenten. Verzoeker kon weliswaar een geldig Togolees paspoort voorleggen, maar in dit paspoort was geen visum aangebracht en verzoeker was niet in het bezit van een visumvervangend document, zoals een geldige machtiging tot verblijf in Duitsland. Daar waar verzoeker betoogt dat hij over een verblijfsmachtiging beschikt in Duitsland en er reeds 15 jaar lang verblijft, doet hij geen afbreuk aan de door hem voorgelegde verblijfskaart die slechts geldig was tot 28 oktober 2024. Het feit dat zijn Duitse verblijfskaart is verlopen wordt niet betwist. Van machtsmisbruik is aldus geen sprake.

Verzoeker voegt bij zijn verzoekschrift stukken waarmee hij zijn band met Duitsland wenst aan te tonen. Met name:
- een attest van 20 januari 2025 van de Duitse gemeente Krefeld waarin wordt bevestigd dat verzoeker is ingeschreven in de gemeente sinds 1 december 2010;
- een brief van de firma (…) gmbh van 24 januari 2025 waarin wordt vermeld dat indien verzoeker niet opdaagt vóór 31 januari 2025, zijn contract wordt beëindigd, aangezien hij geen contact meer heeft opgenomen met de firma sinds zijn verlof;
- een afspraak bevestiging van 13 januari 2025 om bij de gemeente Krefeld op 7 februari 2025, mits voorlegging van een aantal documenten, zijn verblijfsmachtiging te verlengen.

De Raad dient vast te stellen dat deze stukken niet werden voorgelegd aan de met grenscontrole belaste autoriteiten. Verzoeker kan overigens aan verweerder bezwaarlijk verwijten geen rekening te hebben gehouden met deze stukken, nu verweerder er geen kennis van had en in de meeste gevallen er geen kennis kon van hebben, aangezien bijna alle stukken dateren van na de bestreden beslissing.

Aldus toont verzoeker niet aan dat de bestreden beslissing niet met de nodige zorgvuldigheid werd genomen, kennelijk onredelijk is.

In zoverre verzoeker aanvoert dat de bestreden beslissing onvoldoende gemotiveerd is in het licht van artikel 74/13 van de Vreemdelingenwet dient wederom vastgesteld te worden dat het verwerende partij niet ten kwade kan worden geduid niet te hebben gemotiveerd over gegevens die haar niet bekend waren.

Daarnaast moet worden aangegeven dat, gelet op de bewoordingen van artikel 3, eerste lid van de Vreemdelingenwet, de toegang tot het Schengengrondgebied niet kan worden geweigerd aan een vreemdeling die niet over de vereiste binnenkomstdocumenten beschikt, indien het proportionalitetsbeginsel

zou spelen. Verzoeker meent dat de bestreden beslissing niet proportioneel is, nu hij zijn werk dreigt te verliezen, er geen bezwaar zou zijn dat zijn verblijf wordt verlengd in Duitsland en hij in Duitsland al 15 jaar woont, samen met zijn kinderen.

Vooreerst merkt de Raad op dat hij deze elementen niet ter kennis heeft gebracht aan de grensautoriteiten op 19 januari 2025 en integendeel de vragenlijst weigerde in te vullen. Pas op 21 januari 2025 vult hij de vragenlijst in en verklaart hij dat hij samen met zijn kinderen (die meerderjarig zijn) sinds 15 jaar in Duitsland verblijft. Waar verzoeker betoogt dat hij zijn werk dreigt te verliezen legt hij geen arbeidsovereenkomst voor doch slechts een brief van de firma (…) gmbh, ondertekend door de zaakvoerder doch zonder vermelding van diens naam en waarbij verzoeker wordt aangemaand te komen werken. In weerwil van verzoekers bewering wordt evenmin aangetoond dat zijn verblijf met zekerheid zou worden verlengd aangezien uit de afspraakbevestiging van de gemeente Krefeld blijkt dat hij een aantal documenten dient voor te leggen om een verlenging te bekomen. Verzoekers betoog wijzigt aldus niets aan de correcte vaststelling dat verzoeker niet over de vereiste reisdocumenten beschikt. Verzoeker toont aldus, met de documenten die hij voorlegt, geenszins de schending van het proportionaliteitsbeginsel aan.

Uit voorgaande bespreking is gebleken dat de verzoekende partij de schending van de door haar opgeworpen bepalingen en beginselen niet aannemelijk heeft gemaakt, noch heeft zij aannemelijk gemaakt dat de bestreden beslissing op kennelijk onredelijke wijze werd genomen.

Het enig middel is, voor zover ontvankelijk, niet gegrond.

OM DIE REDENEN BESLUIT DE RAAD VOOR VREEMDELINGENBETWISTINGEN:

Enig artikel

Het beroep tot nietigverklaring wordt verworpen.

Aldus te Brussel uitgesproken op acht september tweeduizend zesentwintig door:

J. CAMU,	kamervoorzitter,
K. VERHEYDEN,	griffier.
De griffier,	De voorzitter,
K. VERHEYDEN	J. CAMU